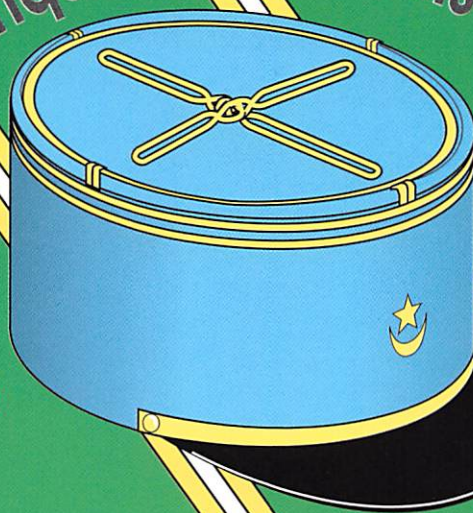


les  
**SAS**

Bulletin historique des Anciens des



Affaires Algériennes et Sahariennes



N°24 - Octobre 2005



7 rue Pierre Girard 75019 PARIS  
Tél & fax : 01 42 45 44 16  
**ASSOCIATION DES ANCIENS DES AFFAIRES ALGÉRIENNES ET SAHARIENNES**

## EXTRAIT DES STATUTS

L'Association  
**LES ANCIENS DES  
AFFAIRES ALGÉRIENNES ET SAHARIENNES**  
dite "LES SAS" fondée en 1962, a pour but de :

1 - Conserver et honorer la mémoire de tous ceux qui, Officiers, Sous-Officiers, Attachés Civils, Moghaznis du Service des Affaires Algériennes, sont morts pour la France dans l'accomplissement de leur devoir ou de l'idéal du Service.

Rassembler pieusement les souvenirs et les témoignages rappelant les disparus, exaltant ce que fut l'idéal des Affaires Algériennes, précisant l'histoire et les réalités des S.A.S. et des S.A.U.

2 - Conserver et multiplier tous les liens que l'action des Affaires Algériennes a tissés entre l'Algérie et la France, permettre, par le rassemblement de tous les travaux déjà effectués, monographies ou autres, de mieux connaître l'Algérie, son passé et ses problèmes actuels.

3 - Rassembler tous ceux qui, animés du même idéal, ont participé à la réalisation des buts profondément humains et sociaux des Affaires Algériennes à quelque titre que ce soit, venir en aide aux anciens du Service en apportant à eux et à leur famille (ascendants, veuve ou orphelins) une aide morale et matérielle, s'attacher à soulager les souffrances causées par les événements d'Algérie et, entre autre, aider les Européens et Musulmans du Service, désireux de s'établir en Métropole.

De défendre, en outre, les intérêts matériels et moraux de l'ensemble du personnel du Service des Affaires Algériennes.

Les moyens d'action de l'Association sont : les bulletins, publications, mémoires, conférences, expositions, bourses, pensions, secours, organisations de comités locaux, etc...

L'Association se compose des Membres Fondateurs, de Membres d'Honneur, de Membres Bienfaiteurs, de Membres Honoraires et de Membres Adhérents...

Sa durée est illimitée.

*L'Assemblée Générale 1999 a modifié les Statuts: désormais, l'Association est ouverte non seulement aux anciens des S.A.S, mais aussi aux anciens des C.A.S. des Affaires Sahariennes.*

## SOMMAIRE N°24

OCTOBRE 2005

- Le Mot du Président .....p. 3
- Ventilation des Pieds-Noirs  
par Maurice Vittoz .....p.4-5
- Témoignages .....p.6-7
- Lettre d'un Ambassadeur - Chef de  
SAS au Ministère des Af. Etrangères .....p.8
- Mort au combat du Lt. Sancan  
par le Général Romain Cosse .....p.9 à 11
- Lettre du Général Bienfait .....p.12-13
- Le Pasteur Rolland à Tizi-Ouzou .....p.13
- Les "regrets de la France"  
entrefilet du Figaro .....p.13
- La Guerre d'Algérie vécue à travers  
une SAS : par Guy Vincent .....p.14 à 17
- Bibliographie .....p. 18
- Les Brèves .....p.18-19

## COMPOSITION DU CONSEIL DE L'ASSOCIATION AU 30 JANVIER 2000

Vice-Présidents d'Honneur	: .....	Pierre CHARIÉ-MARSAINE, André WORMSER
Président	: .....	Daniel ABOLIVIER
Vice-Président	: .....	Henri BURTHEY
Trésorier	: .....	Jessé BAYLE
Membres	: .....	Général Jean-Pierre VIEILLARD, Jean-José ARCHIMBAUD Philippe AUBERT, Gilles DURTELLE de SAINT-SAUVEUR

Le bulletin porte le numéro 24 de la série nouvelle créée en octobre 1994.

Les numéros 7 (mars 97) et 8 (février 98) sont des bulletins "internes" n'appartenant pas à la série des "Bulletins Historiques".

## Le Mot du Président

**J**e tiens d'abord à saluer l'activité de notre Délégation Régionale Rhône-Alpes dont le président, Jacques Nardin a été élu au Conseil de l'Association par l'A.G. 2004. Nous nous sommes rapprochés ainsi d'une importante communauté de "Harkis" (sens large). Ces derniers apprécient certainement de voir que tous leurs camarades "Frankaoui" ne les ont pas oubliés... Nous les aidons pour toutes sortes de difficultés administratives et autres. Nous pouvons aussi de cette façon faire profiter les administrations régionales de notre connaissance des problèmes concernant les "Harkis". Il serait souhaitable que l'expérience lyonnaise soit étendue à d'autres régions où vivent de nombreux Harkis comme le Midi, le Nord et l'Est. Cela supposerait des volontaires... noter que la même remarque vaut pour la région parisienne.

Appel à contribution pour un prochain bulletin (mars 2006). Il est demandé des témoignages sur l'accueil des Harkis en Métropole après mars 62, il faut que l'on connaisse les efforts des milliers de braves gens qui ont accueilli en France les malheureux rescapés des massacres de Harkis qui avaient réussi à échapper au triste sort auquel les autorités françaises les avaient abandonnés après le cessez le feu...

On a entendu ou lu récemment des contrevérités sur le sujet. Quand elles proviennent de nos ennemis d'hier qui veulent à tout prix avoir le dernier mot, malgré le démenti offert par le chaos algérien depuis l'indépendance, le mépris est la seule réponse. Quand il s'agit de critiques infondées émanant de quelques fils ou filles de Harkis (certains même pas nés à l'époque) cela mériterait une réponse pédagogique. Il faudrait que les acteurs de la tragédie algérienne puissent participer à des rencontres avec les plus jeunes, dans les lycées par exemple... Mais l'éducation ouvre plus facilement ses portes aux porteurs de valises qu'aux officiers...

Dans le même ordre d'idée il faut déplorer toutes ces émissions télé constamment orientées dans le même sens ; on y parle que de torture et on n'y donne la parole qu'à nos adversaires et jamais une mise au point des responsables politiques, ministres et autres...

La lettre collective adressée au Président de la République en 2004 demandant qu'une priorité soit accordée aux Harkis et proches en ce qui concerne les demandes d'asile ou de séjour en France n'a jamais reçu de réponse !

La déclaration récente de M. Sarkozy selon laquelle il conviendrait que la France puisse choisir son immigration nous donne l'espoir que le Ministère de l'Intérieur pourra se montrer plus compréhensif dans l'examen des demandes de carte de séjour formulées par des Harkis abandonnés en Algérie après 62, désireux de se rapprocher de leurs proches en France, ou des enfants de Harkis victimes de discrimination en Algérie. Nous n'intervenons que pour un nombre très limité de cas particulièrement dignes d'intérêt. Il est difficile à admettre, par exemple, qu'un couple de jeunes ingénieurs, enfants de Harkis et barrés de toute carrière en Algérie pour cette raison, parfaitement francophones se voie refuser le séjour alors que l'on rencontre, par exemple, des immigrants chinois, incapables de dire deux mots en français, employés régulièrement dans certains supermarchés...

*Daniel ABOLIVIER*

**J**anvier 1962. Engagé (E.V.3) en Algérie avec deux autres camarades de la même S.A.S., nous voilà dans une caserne à Blida. Nous fûmes assez surpris d'apprendre qu'ils nous expédiaient en France alors que l'on envoyait des soldats en Algérie. Je choisisais le Génie à Angers, un camarade allait à Tours, un autre en Allemagne. Cela commençait bien ! J'ai retrouvé mes amis plus de trente ans après !

En France j'ai vite compris que les Pieds-Noirs n'étaient pas beaucoup mieux considérés que les Algériens à entendre parler autour de moi. J'ai appris aussi que l'armée prenait soin de les ventiler sur tous les territoires où la France avait des troupes et en tous cas loin de Paris ; j'apprenais encore qu'on évitait de les placer dans des endroits stratégiques (dépôts de munitions, d'armes, etc...) et pour les empêcher de former des groupes qui pourraient mal tourner comme les complots à couleur politique, attentats, etc...

Je pensais que cela avait l'air quand même exagéré. J'étais assez surpris de fait d'avoir été envoyé en France, un peu comme si l'armée avait peur de garder les Pieds-Noirs en Algérie. Dans mon entourage tous persistaient à me considérer comme Pieds-Noirs même si j'expliquais que j'étais né en France. Je n'arrivais pas à m'intégrer peut-être du fait d'avoir grandi en Algérie et d'avoir eu une vie différente de la leur.

Je réagissais aussi quand j'entendais dire par exemple : *“bien fait pour les colons, ils exploitaient les Arabes, etc.”* La France aurait dû devenir mon

nouveau chez-moi si ce n'est que juste avant la fin de mes classes, on me convoqua au Q.G. où un officier m'annonça qu'ils avaient besoin d'hommes outre-mer et que l'on m'envoyait en Martinique avec le grade de caporal... J'ai tout de suite été content à l'idée de quitter cette caserne. J'ai accepté sans penser que peut-être on ne me donnait pas le choix.

À partir de ce moment là, les choses se sont précipitées. Angers-Paris en train, culottes courtes et chapeau de brousse, etc. Paris-Le Havre-Fort de France au camp de Balata qui n'était pas une

caserne mais plutôt un camp bancal de transit.

Deux semaines après je passe une visite médicale et on m'annonce que je suis reçu pour la Guyane avec la mention constitution robuste .

C'est alors que je me suis mis à

réfléchir : d'abord on ne me garde pas en Algérie, après on me choisit pour les Antilles, où je commençais à me plaire, mais pourquoi donc la Guyane ? Cela ressemblait beaucoup à des histoires de Pieds-Noirs déjà entendues ! pourtant, je ne suis pas Pieds-Noirs. Bref, j'arrive au camp du Tigre, pas loin de la ville

de Cayenne avec mon barda (c'est le cas de le dire, venant d'Algérie !). Deux semaines après je n'étais pas encore casé ; ces

vacances ne vont pas durer, pensais-je. J'avais raison : je suis reconvoqué. *“Tu vas à St-Jean-du Maroni”* me dit-on. Je demandais autour de moi où cela pouvait-il bien se trouver ? Au milieu de la jungle, perdu au diable ! Après un voyage interminable dans la poussière rouge et la sueur, à la ration de guerre, me voilà à St-Jean-du Maroni. Je me réveille dans un camp encore mal défriché au beau



Mur de la honte à Saint-Jean du Maroni

**J'étais assez surpris du fait d'avoir été envoyé en France, un peu comme si l'armée avait peur de garder les Pieds-Noirs en Algérie...**

# ES PIEDS-NOIRS

A S.A.S. DE MILIANA (ORLÉANVILLE)



milieu de la forêt, dans un ancien camp du bagne, avec son petit cimetière ; si on avait voulu m'isoler on n'aurait pu trouver pire ! À St-Jean, une très grande majorité d'Antillais très peu disciplinés, des Corses, des gars coriaces et un ancien qui se croyait encore en Indochine. Ensemble nous avons contribué à construire ce camp en travaillant dans la boue et en se lavant sous les pluies diluviennes. Dans ce camp je suis resté deux ans jusqu'à ma libération, de quoi en devenir dingue ! Je n'en croyais pas mes oreilles quand on m'a dit que j'allais être libéré... du gâne...



Saint-Jean du Maroni : travail sous une pluie torrentielle

Dès ma libération, je suis catapulté depuis la jungle 40° à l'ombre jusque sur le trottoir à Paris en septembre, sans soleil et sans vêtements chauds, après m'avoir fait signer les papiers de ma libération et médicaux sans que l'on m'examine plus que ça alors que j'avais eu la dingue, la dysenterie amibienne et des crises de paludisme et, qu'à ma connaissance, je n'avais jamais reçu le vaccin contre la fièvre jaune ! Cela avait certainement dû être écrit quelque-part (et peut-être perdu pour ne pas payer de pension ?!). Voilà ! Ici sur le trottoir, complètement désemparé, je rigolais presque en pensant dans quelle poisse pouvaient se retrouver les Pieds-Noirs, là, sur ce trottoir ou sur un autre, une vraie catastrophe pour eux car c'en était une pour moi !

Mes parents étaient en Afrique Noire. "Retour dans les foyers" disaient-ils, mais on m'a donné un billet de train pour Nîmes parce que j'avais dit que j'avais un oncle là-bas (alors que l'on paye le voyage "Retour au foyer" aux Antillais ou autres qui font leur service en France).

À force de me creuser la tête pour me retrouver une identité, je décidais de partir au Canada avec l'idée de ne plus revenir en France. ■

**Maurice Vittoz**  
**Moghazni à la SAS de Miliana**

Notre camarade est resté fidèle à cette résolution... Il a la double nationalité et le Caporal français est Major dans l'armée canadienne - c'est lui qui illustre nos bulletins de ses dessins.

Localisation de la S.A.S. de Miliana



Extraits Carte Michelin N° 172

Consulat Général  
de la République Algérienne  
Démocratique et Populaire  
à



القنصلية العامة  
للجمهورية الجزائرية  
الديمقراطية الشعبية

XXXXXXXXXX

Monsieur

Refus de séjour à un ancien Harki. A un précédent voyage, ce Harki avait déjà été refoulé sur le même avion.

N°

OBJET : A/S Levée de mesure d'interdiction  
en territoire national

Monsieur,  
Faisant suite à votre demande de levée de mesure  
d'accès en territoire national formulée en date du  
j'ai l'honneur de vous informer qu'un avis défavorable a été émis à  
votre requête.

Veillez, agréer, Monsieur, l'expression de mes  
salutations distinguées.

P /Le Consul Général  
Le Vice Consul



le 23.12.2004

C'est grand et  
généreux, la  
France!

A  
Monsieur Daniel ABOLIVIER  
Les SAS  
75019 PARIS

Cher Monsieur  
Tout d'abord j'ai l'honneur de vous demander de bien  
vouloir m'aider pour obtenir une attestation pour les  
services accomplis par mon mari à la SAS de  
sous les ordres du Capitaine [redacted]  
Nom : [redacted]  
Prénom : [redacted]  
Je vous informe que mon mari a été attaché après l'indépen-  
dence en juin 1962. Je perçois actuellement une allocation  
trimestre, versée par l'état Français.  
Sans l'espoir d'obtenir satisfaction, je vous en remercie  
d'avance et vous prie d'agréer, Cher Monsieur, l'expression  
de mes sentiments respectueux.



**Cercle algérieniste national**  
Fédération des Cercles algérienistes  
sauver une culture en péril

le 1er août 2005

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**Le Cercle algérieniste demande à Philippe Douste-Blazy, ministre des Affaires Etrangères, une clarification de ses positions à la suite de ses déclarations sur la loi du 23 février 2005 portant sur l'action positive des rapatriés d'Algérie**

Le Cercle algérieniste a interpellé aujourd'hui le ministre des Affaires Etrangères, Monsieur Philippe Douste-Blazy, en lui demandant de clarifier ses positions à l'égard de la communauté pied-noire à la suite de ses déclarations ambiguës sur la loi du 23 février 2005 portant reconnaissance des rapatriés.

Il lui a rappelé qu'il avait lui-même été à l'origine de la proposition de loi en faveur de la reconnaissance de l'action positive des Français d'Algérie et que ses récentes déclarations condamnant cette même loi, votée par l'UMP, avaient provoqué un trouble profond au sein de la communauté pied-noire.

Le Cercle algérieniste a vivement déploré, également, le silence assourdissant du chef de l'état et du ministre des Affaires Etrangères face aux insultes et provocations renouvelées du président algérien Bouteflika comparant la présence française en Algérie à l'occupation nazie et demandé que les ambiguïtés soient levées quant à la repentance à sens unique que s'approprierait à reconnaître la France, dans le cadre du futur traité d'amitié franco-algérien.

*Association culturelle des Français d'Afrique du Nord*

B.P. 213 - 11102 Narbonne Cedex - Tél. 04 68 32 70 07 - Fax 04 68 32 69 64  
Courriel : secretariat@cerclealgerianiste.asso.fr

## INGRATITUDE

**extraits d une lettre du Ministère de la Défense à un ancien Moghazni blessé.**

***“J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en application de la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974, les anciens supplétifs de l'armée française peuvent prétendre à pension d'invalidité pour les blessures ou maladies contractées pendant leurs services, à condition de posséder la nationalité française ou de résider régulièrement en France lors de leur demande.***

***Or, tel ne paraît pas être votre cas.”***

Dans le même ordre d'idée, il faut savoir que la France ne maintient pas en Algérie un Service Médical en faveur des anciens Soldats de la France dont les Harkis, Moghaznis et autres Supplétifs font partie. On leur propose de se rendre en France ou en Tunisie à leurs frais...

Ce serait à comparer avec l'attitude de l'Allemagne, par exemple, en faveur de leurs anciens “Supplétifs” étrangers, les Waffen SS, entre autres...

# LETTRE D'UN AMBASSADEUR

## CHEF DE SAS AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Gaston Le Paudert  
Ministre plénipotentiaire ( E.R.)

le 7.2.2005

à S.E.M/Michel BARNIER  
Ministre des Affaires Étrangères  
Cabinet du Ministre

Objet : Après le refus d'un visa à une fille de harki pour se rendre  
au chevet de son père mourant.

Monsieur le Ministre,

Ancien des Affaires Algériennes et des Affaires Étrangères, je crois devoir, à mon grand regret, vous faire part de ce qui suit.

M. Ahmed C... un ancien Harki, parmi les plus valeureux de ceux rescapés des massacres de 1962, souhaitait, avant de mourir, revoir sa fille restée en Algérie. Il est mort, il y a quelques jours, sans avoir eu cette satisfaction pourtant bien légitime.

En effet, le visa nécessaire a été refusé à sa fille par notre consulat à Annaba, malgré tous les justificatifs produits et le fax de recommandation ci-joint en copie, que j'avais personnellement adressé au Consul.

Pourquoi un tel refus ? Les Harkis et leurs familles restés des parias pour les autorités algériennes, le seraient-ils aussi pour certains responsables français, en dépit de la Journée Nationale en leur honneur, instituée par le Président de la République ?

Afin d'éviter de nouvelles situations de ce genre, le département ne pourrait-il pas inviter les services consulaires en Algérie à traiter les dossiers concernant les Harkis avec plus de compréhension et de humanité,

En espérant que cette suggestion retiendra votre attention, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Lt-Chef de la SAS d'EL OULOUDJ (Constantine-Collo)

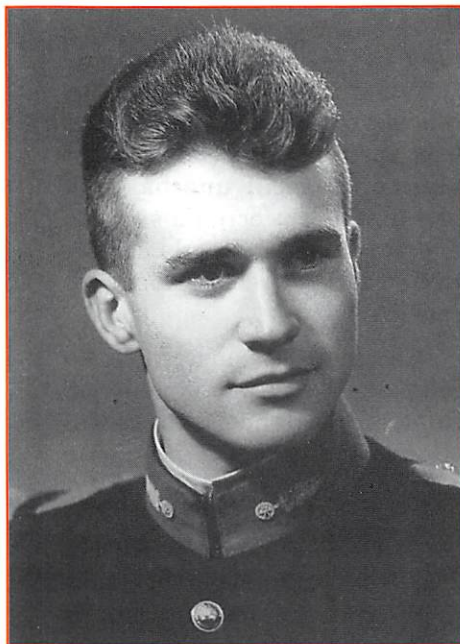
Notre camarade n'a jamais reçu de réponse à cette lettre Cela ne m'étonne pas tellement, je n'ai moi-même reçu aucune réponse à des interventions concernant des situations encore plus dramatiques... Pendant ce temps, selon une rumeur persistante, des visas seraient vendus à Alger !? ( D.A.)



# LA MORT AU COMBAT DU LT. SANCAN

CHEF DE LA SAS NOMADE DES OULED-DJELLAL (BATNA-BISKRA)

8 AVRIL 1957



Le Lieutenant Sancan

À l'issue du stage dont il sortit Major, il choisit avec son camarade Cosse le poste le plus au nord du Sahara et le plus exposé, dans la Commune Mixte des Ouled-Djellal. Il y créèrent en Septembre 1956 la S.A.S. Nomade des Ouled-Djellal qu'ils installèrent à Doucen dans un vieux bordj datant de 1854. Outre l'administration du douar de Doucen, les deux officiers avaient en charge celle des tribus nomades de la Commune Mixte. Pour cela ils alternaient les nomadisations au sein des campements.

Dès janvier 1957, on ressentit notamment une reprise en mains de la population par les rebelles. Les indices ne manquaient pas : menaces sur les familles des 25 moghaznis, disparition de trois d'entre eux, en janvier, lors d'une permission à Ouled-Djellal, enlèvement à Doucen d'une dizaine de jeunes gens pour reconstituer les katibas, disparitions de centaines de notabilités acquises à notre cause, pression sur les

*St Cyrien de la promotion Extrême-Orient, Jean-Claude Sancan a servi au 2<sup>ème</sup> Régiment Étranger de Cavalerie et dans la Compagnie Saharienne Portée de la Zousfana (Colomb-Béchar) avant d'effectuer le stage des Affaires Algériennes à Alger en 55/56.*

commerçants pour obéir au mot d'ordre de grève lancé par le F.L.N. à l'occasion de la présentation à l'O.N.U., le 28 janvier 1957.

Enfin, la bande de Djoghlafl Abdelkader s'était signalée à deux reprises en vue de frapper les populations. Le 12 janvier, en nomadisation dans les campements de la tribu nomade des Ouled-Sassi, notre bivouac à Mengoub avait été fortement harcelé sans pouvoir intercepter les assaillants. Le 15 janvier, la même bande s'était portée 80 kms au Nord et avait détruit les installations de la ferme expérimentale de l'Annexe et égorgé les 200 moutons du troupeau, à 1km à vol d'oiseau du poste militaire le plus proche. Le maghzen de la S.A.S. était aussi l'objet de pressions de la part des rebelles. En mars on eut à déplorer un vol mystérieux de munitions suivi de la désertion de deux moghaznis avec armes.

Le 5 avril, le Commandant du Quartier des Ouled-Djellal et Commandant la 13<sup>ème</sup> C.S.P.A., le Cne Sauzeau, convoqua les Lts Sancan et Cosse en vue d'une opération dans la région N.O. de l'Annexe. Les forces étaient articulées en deux groupements : l'un venant de l'Ouest avec les unités du Secteur de Bou Saada (dont le 9<sup>ème</sup> BTA), l'autre venant de l'Est, constitué de Légionnaires du 4<sup>ème</sup> R.E.I., d'Africains de la 13<sup>ème</sup> CSPAA et des Moghaznis de la S.A.S. Le Lt Sancan commandait le maghzen (21 moghaznis et deux excellents sous-officiers, les Sergents-

Chefs Vast et Baumgartner, et se tenait à la disposition du commandant du Groupement-Est. Le Lt Cosse était désigné comme Officier de renseignement auprès de la 2<sup>ème</sup> C.P. et du 4<sup>ème</sup> R.E.I.

Les deux officiers espéraient qu'on allait mettre la main sur la bande rebelle de Djoghlafl Abdelkader qui, sans cesse, réduisait à néant leur travail de S.A.S. nomade.

Après deux jours d'opérations sans résultats, la troisième journée prévoyait de ratisser le sommet du Djebel Mimouna à 1161 m d'altitude. Selon un renseignement obtenu par le Lt Cosse auprès d'un berger la bande recherchée s'y trouverait à l'abri des grottes et des rochers.

L'opération démarra à 9h00 et la mise en place se termina vers 10h00 suivie immédiatement par l'opération héliportée.

Dans le Dodge-commandement de la 2<sup>ème</sup> C.P., on suivait le déroulement de l'opération par la radio. Il était 10h30, on venait de terminer la mise en place, quand on entendit des appels au secours du premier groupe héliporté de tirailleurs. L'opérateur hurlait d'une voix blanche: "*nous sommes tombés en plein milieu des fels, mon lieutenant vient d'être tué, nous sommes tirés comme des perdreaux, je n'ai que des blessés autour de moi. Ils viennent d'abattre l'hélicoptère qui nous a amenés. Au secours!*"

Ainsi la bande de Djoghlafl Abdelkader s'était bien rassem-

blée sur le sommet même du Mimouna, abritée derrière les rochers et dans les grottes. Et elle se défendrait jusqu'au bout (ou du moins jusqu'à la nuit, avant de tenter de s'esquiver).

Aux appel au secours des Tirailleurs, le commandement répondit en faisant intervenir l'aviation qui empêcha les fels de donner l'assaut sur les rescapés de l'héliportage. Mais quelle troupe envoyer pour dégager les survivants, récupérer les morts et les blessés ? Toutes les unités étaient déployées sur le terrain, il fallait du temps pour les récupérer et sur certaines faces, notamment Sud et Nord, la progression jusqu'au sommet était excessivement difficile.

C'est alors qu'au P.C. de Chaiba, le Lt Sancan qui avait suivi le déroulement de la tragédie proposa au commandement de s'y porter avec son Maghzen. N'était-il pas en réserve ? Le commandement hésita puis acquiesça, se rassurant en donnant l'ordre à la section de Légionnaires du P.C de suivre les Moghaznis puis à la 13<sup>ème</sup> C.S.P.A, en bouclage du côté le plus accessible, de conquérir le sommet du Mimouna.

En deux minutes Sancan réunit tout son monde. Il leur dit : *"cette fois, on y va! Ya ya Allah el baroud!"* Il poussa ses véhicules (une jeep et un camion) le plus avant possible puis se jeta au pas accéléré sur une piste de chèvre en direction de la côte 1169 m. La troupe

marcha au canon, le lieutenant en tête avec son képi bleu sur la tête, le pistolet au poing, derrière lui le S/Chef Baumgartner avec son P.M. MAT 49, puis les Moghaznis colonne par un avec leur long fusil 86-93, le S/Chef Vast fermait la marche. Sancan les mena en un train d'enfer, les encourageant de la voix. Pas un ne perdit pied, pas un ne traîna.

Les longues rafales des T6 et les tirs des rebelles ponctuaient leur progression. Derrière, les

*nuons !"* Il se lança en tête de ses hommes à l'assaut des rebelles qui s'étaient repliés sur leur positions de défense. C'est alors qu'il reçut une balle en pleine tête. Il s'écroula sans un mot et son pistolet roula dans le ravin où il fut récupéré par les rebelles.

L'assaut coûta aussi la vie au Moghazni Attia Mohamed, son fidèle ordonnance, au Caporal Nejmi Mokhtar et à une jeune recrue Namous Mohamed. Il y

eu aussi trois blessés dont le S/Chef Baumgartner. Tous avaient été sublimés par l'exemple de leur chef. Le S/Chef Vast prit alors le commandement du Maghzen. Il fit reculer sa troupe et la posta à l'abri des rochers. Il organisa une véritable boule de feu autour des corps des morts et des blessés. C'est avec une extrême émotion et la rage au

cœur que Cosse entendit la voix du Chef Vast annoncer la mort du Lieutenant Sancan. Rivé à son poste d O.R. de la 2<sup>ème</sup> C.P., à plusieurs heures de marche de la côte 1169, il ne pouvait qu'attendre l'ordre de rejoindre à son tour le sommet du Mimouna. Il lui fallu beaucoup de patience.

Le combat continua. Les fels tentèrent de détruire à plusieurs reprises les éléments amis regroupés. Ils ne purent y parvenir grâce à la défense opiniâtre du S/Chef Vast et de ses hommes bénéficiant d'un appui aérien quasi permanent. Le maghzen compta deux nouveaux blessés durant cette période.



Vue de Doucen,  
lieu d'implantation de la SAS Nomade des Ouled-Djellal

Légionnaires, obligés à l'inaction dans le Maroc indépendant, manquaient d'entraînement et d'endurance dans cette première opération en Algérie. Ils ne purent suivre l'allure, se trompèrent d'itinéraire et se replièrent finalement vers les éléments de la 13<sup>ème</sup> C.S.P.A.

Sancan et sa troupe arrivèrent donc seuls sur la ligne de crête. Il était 11h45. À midi il était au contact, il dégagea le groupe de Tirailleurs et dans cette action il fut blessé à la jambe. Il poursuivit ses efforts, cachant sa blessure, et disant simplement au S/Chef Vast : *"je suis blessé, c'est rien, conti-*



À 15h00, la 2<sup>ème</sup> C.P. quitta sur ordre la position initiale. Nous commençâmes l'ascension de la face Nord avec beaucoup de difficultés. À mi-pente, ordre fut donné de stopper et de s'installer vers le versant en vue d'interdire à l'ennemi de fuir vers le Nord, en direction du Djebel Ksoum, repaire bien connu des bandes F.L.N..

À 17h00 la 3<sup>ème</sup> C.S.P.A. fit la liaison avec le groupe Vast. Prudemment les fels se replièrent dans les grottes aménagées et fortifiées et les Sahariens se contentèrent de les encercler largement.

Le corps du lieutenant Sancan fut évacué sur Bou Saada. Son visage n'était pas abîmé, il avait gardé dans la mort sa beauté et sa noblesse. Quelqu'un dira qu'il était comme surpris par la mort. Ses obsèques furent célébrées le 10 avril, y assista avec le Colonel Thomas, Commandant du Territoire militaire de Touggourt, notre supérieur hiérarchique pour nous, Officiers des Affaires Sahariennes.

Mais revenons à l'opération. La nuit tomba à 18h00. La bande de Djoghlaf Abdelkader, estimée à une centaine, tenait toujours le sommet du Mimouna, retranchée dans les grottes. Toutes les unités reçurent l'ordre de s'installer pour la nuit et de maintenir le bouclage. Partis pour donner l'assaut nous avions laissé sacs et vivres dans les véhicules. La nuit fut glaciale avec le treillis à même la peau. Constamment l'avion-luciole balançait ses pots éclairants et des coups de feu étaient sans cesse échangés.

Quoi qu'il en soit, au jour, on s'aperçut que la bande avait filé

entre les mailles. Heureusement, un Piper la repéra vers 8h00 dans la vallée de l'Oued Mellah (O. du Mimouna). Des renforts dépêchés de Djelfa l'interceptèrent et la détruisirent presque entièrement. Djoghlaf Abdelkader et quelques fidèles en réchappèrent.

Au jour, le Lt Cosse prit congé des Légionnaires. Sa place était désormais auprès du Maghzen qu'il devait ramener, avec ses morts et blessés, à la S.A.S. de Doucen.

À 7h30, près des lieux du combat, il retrouva le S/Chef Vast et les Moghaznis, attristés bien sûr par la mort du Lt Sancan et de leurs camarades mais fiers d'avoir mené un vrai baroud et d'avoir résisté aux fellaghas plus nombreux et mieux armés.

Ce combat, chèrement payé (\*) valut une année de paix. Jusqu'à la fin lamentable de l'affaire Bellounis (février 58), les Ouled-Djellal ne connurent ni exactions ni attentats des rebelles, ni désertions de Moghaznis. Par contre, la population revint vers notre administration et on fêta le 14 juillet 57 sur la place du souq d'Ouled-Djellal, comme dans n'importe quelle ville de province de Métropole.

Le 6 juin 1958, le Préfet

de Medea, dont dépendait Ouled-Djellal inaugura le "Bordj Lt Jean-Claude Sancan" à Doucen où était installée la S.A.S. Nomade. Sur la plaque de marbre dévoilée on pouvait lire :

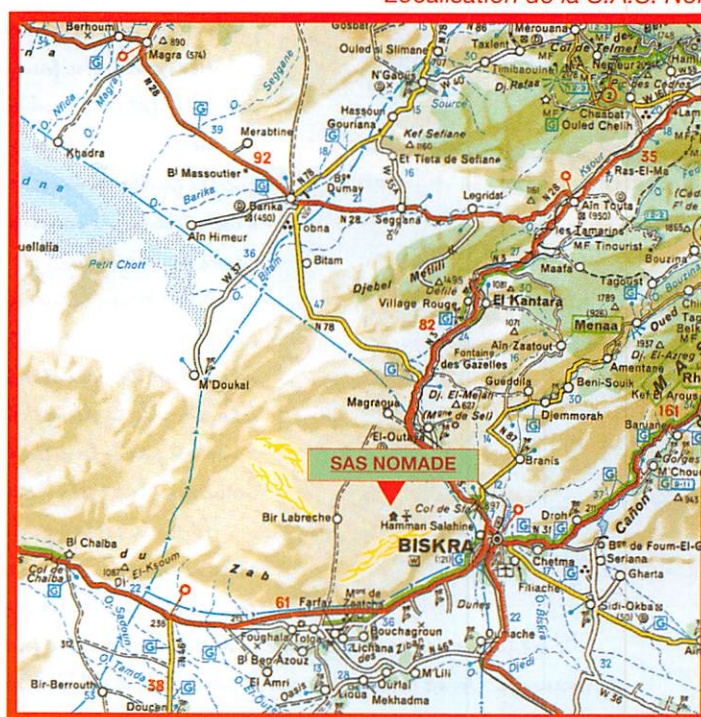
"À la mémoire du Lt Jean-Claude Sancan qui a vécu ici, en confiance et en amitié, et qui, pour en témoigner, a donné sa vie".

(\*) Note : 4 tués et 5 blessés pour le maghzen S.A.S. sur 20 engagés dans le combat. À l'échelon de l'opération : 14 tués dont 4 Officiers et une vingtaine de blessés. ■

**Général Romain Cosse**  
**Officier des Affaires**  
**Sahariennes**  
**Chef de la SAS Nomade**  
**des Ouled-Djellal**

Au sujet de la mort glorieuse du Lt Sancan, lire :  
"Combats sahariens"  
de P.C. Renaud (chapitre 8)  
Jacques Gaucher Éditeur.

Localisation de la S.A.S. Nomade



Extraits Carte Michelin N° 172

# LETTRE DU GÉNÉRAL BIENFAIT (2S)

CHEF DE LA SAS DE HARRAZA (SÉTIF-BORDJ-BOU-ARRERIDJ)

N..... le 25 avril 2005

Monsieur le Président et cher camarade,

J'ai beaucoup apprécié la question écrite envoyée par les SAS au Ministre des Affaires Étrangères à propos des excuses à Sétif le 27.2.05, de l'ambassadeur de France.

Il se trouve que ma mère était à Sétif, en 1945 au moment de l'annonce de la victoire et qu'elle a assisté au massacre des pied noirs dans la rue. Mes cousins habitaient à Quelma et ils ont eu aussi la même tragédie. Je ne suis pas d'accord avec la décision du Corps d'Armée de Constantine de sanctionner les deux massacres, avec des moyens militaires, dans les douars des montagnes autour de Sétif. Car, sur le moment une réaction de colère et de vengeance des parents des victimes peut se comprendre, il est évident que la répression sur les douars kabyles dont les habitants étaient en grande majorité innocents a eu pour conséquence une rupture définitive entre les indigènes et les pieds noirs. Les conséquences ont été en fait la création de quelques milliers de martyrs dont les familles ont été logiquement portées à assouvir une haine contre les français qui sera en fait un élément capital du démarrage des troubles qui deviendront dix ans plus tarde un argument de base de l'ALN pour justifier et animer la rébellion.

Mais de là à présenter les excuses officielles de la France, sans aucune réciprocité, à ceux qui ont commencé les premiers les massacres il y a un pas qu'il ne me semble pas possible de franchir.

De 56 à 58 j'avais sur mon territoire de S.A.S. : Mechta Kasbah, Dar Kebla, Mélouza et Labourane. Mechta Kasbah et Mélouza veut dire : 315 hommes égorgés, achevés à la pioche ou tués au fusil ; pour Labourane, tous les soldats du poste du 8ème Spahis tués sur place ou emmenés dans la montagne et retrouvés morts quelques semaines plus tard après avoir subi d'épouvantables traitements. Alors les massacres, la torture, ne sont pas les spécialités de la France à cela près que trop de nos médias ont toujours été beaucoup plus intéressés par la paille dans l'œil de l'armée française que par la poutre dans celui de l'ALN, en particulier par l'oubli du massacre des harkis et des pieds noirs d'Oran après le cessez le feu du 19 mars.

Alors peut être faudrait-il aujourd'hui que l'on constate avec la tradition arabe que "Elli fat mat" qui signifie "que le passé est mort" - qu'il convient maintenant de regarder vers l'avenir - qu'il s'agit bien sûr de ne pas recommencer et d'empêcher que les fautes du passé se reproduisent, cela s'appelle le devoir de mémoire. Et que l'essentiel est de construire le XXIème siècle de nos petits enfants et de celui des gosses du Maghreb.

Nous avons beaucoup apporté à l'Algérie pendant un siècle de colonisation. La France n'a pas à rougir de sa présence et de son travail et elle se doit de continuer à ce que tout le pourtour de la Méditerranée devienne le domaine des droits de l'homme, de la démocratie et de la liberté. Peut-être faudra-il même dans un futur qui n'est pas si lointain se rendre compte que le Maroc, l'Algérie et la Tunisie sont beaucoup plus prêts à devenir des citoyens de l'Union Européenne que les Balkans.

Alors il est temps de cesser de ressasser les erreurs passées des guerres coloniales et de quémander des repentances, tout comme ont réussi à le faire les pays européens, en créant l'U.E. et en cessant d'être les ennemis qu'ils ont été pendant des siècles.

Il est temps de tourner la page et de comprendre que progresser c'est aller en avant et non pas se retourner en permanence. On ne revient pas sur le passé, car il est mort.

La Question Écrite dont parle le Général Bienfait n'émane pas de l'association mais de M. Claude Goasguen, Député de Paris. Nous avons diffusé ce document avec le bulletin précédent. M. Le Député Goasguen est déjà intervenu en faveur des Harkis et avait notamment protesté au moment de la participation de M. Bouteflika aux célébrations du 60ème anniversaire du débarquement allié en Provence. Nous remercions à nouveau M. Goasguen de l'intérêt qu'il porte à nos camarades Harkis. Les commentaires de notre camarade le Général Bienfait n'en sont pas moins judicieux.



## Le Pasteur Rolland

Tizi-Ouzou

**Un lecteur de "l'Algérieniste" - N°11 (Juin 05) demandait des informations sur ce pasteur protestant. Voici la réponse que j'ai envoyée :**

Officier des Affaires Algériennes, Chef de la S.A.S. d'Irdjen (G.F.-Fort-National), j'ai connu le Pasteur Rolland dans les circonstances suivantes :

Par deux fois je lui ai confié des jeunes femmes kabyles, filles-mères, qui étaient venues se réfugier à la S.A.S. pour échapper au terrible sort que les coutumes kabyles réservaient à ces malheureuses.

La deuxième fois que j'ai ainsi amené une de ces malheureuses à la Mission Rolland, Madame Rolland, vieille dame un peu naïve m'a dit devant mes moghaznis d'escorte dans le camion : "*Je prierai pour vous !*" (elle pensait peut être que j'étais le père de ces deux enfants à naître ! Dans le camion des moghaznis l'éclat de rire fut général.

À l'indépendance le Pasteur Rolland a amené en France tous ses protégés, filles-mères et leurs enfants et sans doute beaucoup d'orphelins.

Le Pasteur Rolland m'a dit un jour : "*Nous autres Protestants, nous recevons notre argent et nos consignes de France, ce n'est pas la même chose pour les autres ; ils reçoivent tout de Rome !*"

Vous voyez à qui il faisait allusion !

*Daniel Abolivier*

## Les "regrets" de la France

(entrefilet dans "Le Figaro" récemment)

L'ambassadeur de France à Kigali, Dominique Decherf, a exprimé hier soir au nom de la France "*ses plus vifs regrets*" pour les employés rwandais de l'ambassade "*abandonnés à leur sort*" lors du génocide de 1994 au Rwanda, au cours d'une cérémonie commémorative - la première du genre - de l'évacuation des derniers résidents français de Kigali pendant la tragédie. Sur un total de 72 employés rwandais à l'époque, 18 sont morts pendant le génocide.

Ces documents sont à rapprocher de la demande de pardon de l'ambassadeur de France pour les morts de Sétif en 1945. Repentance à sens unique...

*Notre camarade Guy Vincent nous a autorisés à reproduire des extraits de sa série d'articles parus dans "L'Écho de l'Oranie" le passage suivant dans le N° 260 Janvier-Février 1999.*

Le livre de Guy VINCENT, "Képi-Bleu" est disponible (voir bibliographie).

## LE POURRISEMENT - L'EMPRISE REBELLE : L'O.P.A. - L'ATTAQUE DU CAR TELAGH-SACEDA

**N**ous avons évoqué dans les précédents articles la situation sur cette frange des hauts-plateaux bordant la région de Tlemcen. Les premières mesures pour faire face à la menace rebelle, qui commence à étendre son champ d'action, sont lentes. L'outil n'est pas adapté, car il est façonné en fonctions des circonstances, où des tâtonnements inévitables. Il n'est pas le fruit d'un plan pensé et réfléchi à l'avance.

La première incursion rebelle, placée sous le signe exclusif de la propagande a été mentionnée dans l'article précédent. Elle crée un certain impact. Au cours de ce premier périple les rebelles ont pris des contacts, établi des filières, nommé des responsables, bref l'amorce d'une organisation clandestine qui allait étendre peu à peu sa toile d'araignée au cours des années suivantes et qui sera connue sous le nom d'O.P.A.: Organisation Politico-administrative. Nous l'évoquerons plus amplement dans la suite de cet article. D'autres faits viennent confirmer l'activité croissante des bandes de Fellaghas, qui sortent de leurs bases arrière de Tlemcen et du Maroc, et s'infiltrèrent dans cette vaste région au relief tourmenté, aux forêts nombreuses avec une population disséminée. Et où la présence militaire se réduit en ce début de 1956, à quelques brigades de gendarmerie qui sont constamment sur la brèche mais peuvent diffi-



SAS Magenta

cilement contrôler des surfaces aussi étendues avec leurs faibles effectifs.

Des groupes de propagandistes profitent des réunions au marabout de Sidi Youcef (lieu de pèlerinage musulman) fort connu dans la région et dans une partie de l'Oranie) pour exhorter la population au combat. Ils demandent aux gens d'effectuer des quêtes au profit des rebelles. Ils multiplient les menaces à l'encontre de ceux qui tenteraient de s'opposer au mouvement.

Les habitants sont sceptiques. Ils restent, sauf les convaincus, dans l'ensemble, dans une attitude prudent et réservée mais quelques semaines plus tard (nous sommes toujours au début

de 1956) la première "facilla" (section rebelle) fait son apparition, de nuit, dans le douar Tedjemont. Forte d'une trentaine d'hommes armés (exclusivement de fusils, dont un nombre important de fusils de chasse). Elle est composée de rebelles originaires de Nedromah et Tlemcen. Le choc psychologique est réalisé. Il ne s'agit plus de propagandistes. Cette force nouvelle qui surgit impunément de la montagne impressionne la population. Elle est de plus en plus troublée.

Là encore l'alerte est donnée. Des blédards parlent, discrètement. Les autorités réagissent. Une première unité militaire : une compagnie de Tirailleurs algériens s'implante dans la plaine de Tedjemout. Elle va se heurter à un grave problème pour assurer sa subsistance : le ravitaillement en eau. Nous sommes dans une région où le problème de l'eau est primordial: les sources sont rares, souvent asséchées en été. Les puits vraiment équipés inexistent. Une seule solution pour alimenter la compagnie (environ 150 hommes) : aller chercher l'eau potable au village de Slissen situé à plus de 20 kilomètres, tous les jours. Une seule piste y conduit (elle sera goudronnée quelques années plus tard !) C'est une servitude très lourde et dangereuse, en raison de la routine quotidienne.

Implantés au mois d'avril 1956, les Tirailleurs multiplient les sorties pour tenter d'intercepter le

# À TRAVERS UNE SAS : MAGENTA

VINCENT



groupe rebelle signalé. Les premières semaines d'activité opérationnelle ne donnent rien : très fluides, dispersées dans ces vastes étendues montagneuses et boisées, pas un Fellagha n'est aperçu.

On peut se demander si les Musulmans qui ont parlé n'ont pas exagéré...

Le 4 juin 1956 un petit convoi de tirailleurs retourne vers Slissen venant de Tedjemout. Au lieu-dit "Akba Beïda" il tombe dans une forte embuscade dressée par de nombreux Fellaghas. La surprise joue. Le bilan est lourd : une vingtaine d'hommes tués ou disparus dont deux officiers et un garde forestier européen qui avait volontairement accompagné le détachement pour effectuer une reconnaissance du terrain. C'est, si notre mémoire ne fait pas défaut, l'embuscade la plus tragique de la région; la seule, en fait, réussie par les rebelles dans ce secteur pendant toute la guerre d'Algérie.

Les doutes sont malheureusement levés. Il y a bien présence de rebelles qui s'infiltrèrent depuis la chaîne de montagnes des Beni Smiel de la région de Tlemcen-Maroc.

Les conséquences vont, hélas, être graves. L'armée faute d'effectifs suffisants, ne peut maintenir une unité complètement isolée au centre de la plaine de Tedjmout qui est tributaire pour son ravitaillement en eau, de liaisons à plus de vingt km! Elle décide, vers la mi-juin, de retirer la compagnie de Tirailleurs et, conséquence directe, la première SAS qui est implantée en plein djebel dans la maison forestière de Goubirat, à une dizaine de kilomètres de Tedjemout.

On replie donc l'unité militaire et la SAS, mais la population musulmane reste ! Cette population, but essentiel de ce genre de guerre, se voit brutalement isolée, en pleine montagne, abandonnée à son triste sort. Les rebelles, eux, sont présents, surtout la nuit.

Ils vont immédiatement accentuer leur pression. Ils exigent des recrues, s'appuyant sur une propagande, bien facilitée par ce qui vient de se passer ! moins d'une vingtaine d'hommes partent avec les rebelles. Le 5 juillet (1956) nouvelle manifestation spectaculaire des fellaghas : dans la nuit ils assassinent l'ancien garde

**... nous ne pouvons passer sous silence l'attitude d'un nombre appréciable de Musulmans qui d'une manière directe ou indirecte, ont permis de sauver la vie de leurs concitoyens européens, tout au long de cette guerre, malgré les risques encourus !...**

champêtre du douar et sa femme, à coups de hache ! Ils incendient le chantier de l'école en cours de construction qui était à un stade bien avancé de réalisation (deux classes et un logement d'instituteurs). La population musulmane vit dans une ambiance de crainte perpétuelle, prise entre les exigences des rebelles et les réactions des unités françaises qui effectuent des opérations de jour pour se manifester et tenter d'acroccher les bandes de Fellaghas.

Les rebelles effectuent d'autres raids rapides dans la région, venant toujours de leurs bases du Tlemcenois, au cours des semaines suivantes. Au cours de l'un

d'eux, ils effectuent une attaque spectaculaire : l'incendie du car Télagh-Zegla en direction de Saïda. C'est une zone située à plusieurs dizaines de kilomètres à l'Est de Tedjemout. C'est à notre connaissance le premier attentat sur la population civile sérieux dans la région.

Le véhicule de transport en commun assure à jours fixes la liaison commerciale sur la route de Telagh - Saïda qui parcourt une région peu peuplée, souvent boisée. Il part en début d'après-midi. À son bord, un chauffeur européen, aidé par le graisseur, un jeune Musulman qui effectue diverses tâches d'entretien et de contrôle. Les passagers sont tous musulman.

Après Zegla, en direction du douar Tefessour, le chauffeur voit un barrage de gens armés qui paraissent être des militaires. Il stoppe. Il se trouve face à face avec plusieurs rebelles, d'autres étant camouflés sur les abords de la route. Ils font descendre les voyageurs, contrôlent leurs identités et fouillent rapidement le véhicule. Ils ordonnent aux Musulmans de s'éloigner et entraînent le chauffeur européen vers la forêt.

Leur intention ne fait pas de doute : ils vont le tuer ! Dès l'arrêt du car, le jeune Musulman, compagnon de travail du conducteur est intervenu verbalement auprès des assaillants pour leur demander de le ménager. Se rendant compte que, malgré ses efforts, ils veulent l'abattre, il n'hésite pas : il se jette à leurs pieds et, pleurant, les supplie de lui faire grâce. La scène dure plusieurs minutes. Après hésitations, ils finissent par le libérer. Le temps presse. Ils

incendient le car et fuient dans la forêt toute proche.

Nous évoquons cette scène pathétique car si nous ne devons pas oublier les atrocités innombrables commises par les Fellaghas, sur des Européens et des Musulmans, nous ne pouvons passer sous silence l'attitude d'un nombre appréciable de Musulmans qui de manière directe ou indirecte, ont permis de sauver la vie de leurs concitoyens européens, tout au long de cette guerre, malgré les risques encourus !

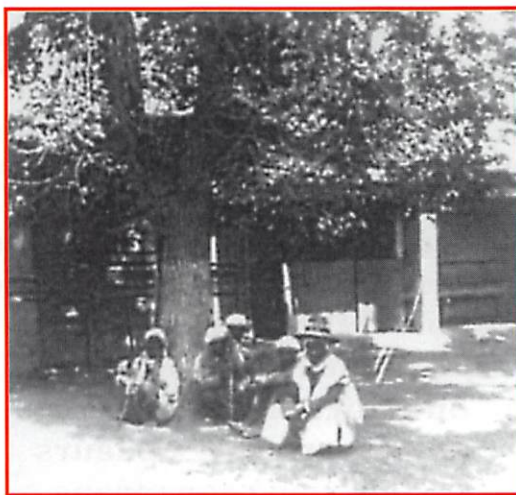
La destruction du car de voyageurs, au delà de Zegla, marque un tournant dans l'évolution de la situation. Les Fellaghas ont, en plein jour, arrêté sur une route importante, un moyen de transport en commun et l'ont détruit. L'action a duré probablement moins d'une demi-heure (par chance aucun véhicule n'a transité sur cette route à ce moment là). Elle prouve que des groupes de rebelles sillonnent la région, impunément.

Cette succession de fait provoque un changement brutal dans l'ambiance de la région. On passe, en quelques semaines, de la relative tranquillité, où les nouvelles alarmantes étaient données par la radio et les journaux à l'inquiétude pour effectuer le moindre déplacement hors de son village ou de son lieu de travail !

L'arrivée des premiers renforts, les rappelés du gouvernement de Guy Molet, va permettre d'implanter, peu à peu, des unités militaires dans la région. Le problème ne sera pas résolu pour autant. Certes, la présence beaucoup plus nombreuse de soldats rassure, mais l'implantation des rebelles va se poursuivre au sein

de la population musulmane, surtout dans les douars disséminés dans la montagne. Ils vont surtout développer l'organisation politique-administrative, l'O.P.A. que nous avons évoquée précédemment.

Les principes sont simples, basés sur les techniques de la guerre révolutionnaire. Toute la population, sans exception, est encadrée dans une structure poli-



Salle d'attente

tico-administrative clandestine. À la base le "Khalia" coiffé en principe une dizaine de familles. Le "Foudj" comprend trois "Khalias" - le "Fraa" groupe trois "Foudjs".

Les différents responsables de Khalias, Foudj et Fraa sont choisis au sein de la population civile. Ils continuent à vaquer à leurs occupations habituelles, au sein de la population qu'ils sont, en fait, chargés de surveiller et encadrer.

Cette organisation clandestine est coiffée, au niveau en principe du douar commune, par un "Caïd El Arch" véritable commissaire politique qui anime et coordonne les activités. Ils diffusent les premiers mots d'ordre: interdiction de s'engager - prohibition

de parler au "roumi" (européens d'Algérie) - assure la collecte de l'impôt révolutionnaire qui permet de procurer des fonds importants au mouvement rebelle et, en même temps, oblige la population musulmane à participer et donc à s'engager dans la lutte. Il organise également le ravitaillement des bandes rebelles qui circulent dans la région.

En général ce "Caïd El Arch" est un étranger à la région. Il ne vit pas au sein de la population mais dans la montagne, entouré d'une petite équipe de collaborateurs et s'appuie sur l'action des "Facillas", les sections ou groupes armés des rebelles.

Le rôle de "Caïd El Arch" est important. C'est lui qui, généralement, désigne les personnes qui doivent être exécutées parce que rétives à l'action des Fellaghas ou soupçonnées d'être francophiles. Il assure également le renforcement des groupes rebelles en provoquant de nouvelles recrues pour les groupes armés, souvent sous la contrainte. Ce filet enserre la population et la contraint, de gré ou de force, d'appuyer le mouvement rebelle.

Par l'O.P.A. transitent les mots d'ordre, les consignes, la propagande des Fellaghas. Également, dans l'autre sens, sont transmis les collectes de vivres, d'argent, et les renseignements de toutes sortes. C'est une véritable administration parallèle qui se met en place, se substituant peu à peu aux structures de l'autorité française.

Combattre le mouvement rebelle c'était nécessairement lutter contre l'O.P.A. En effet, les groupes armés Fellaghas ne pouvaient subsister, de manière durable, qu'en s'appuyant sur une





O.P.A. qui lui procure vivres, argent et informations, en particulier militaires. À contrario démanteler l'O.P.A. d'un douar ou d'une région c'était amoindrir et, peu à peu, réduire au minimum les possibilités d'action des groupes armés rebelles. Un doctrinaire révolutionnaire célèbre Mao Tse Toung L (les âmes charitables ont francisé son nom "Mao sait tout") a dit : *"la guérilla se meut au sein de la population comme un poisson dans l'eau"*. La structure qui permet cette aisance pour la guérilla est l'O.P.A. La détruire c'est retirer l'eau et, à terme condamner le poisson à mourir.

La lutte contre l'O.P.A. fut constante. La gendarmerie départementale, "la Blanche" grâce à sa bonne connaissance du pays et de ses habitants joua un grand rôle, en exploitant les renseignements qui lui parvenaient de différentes sources : armée, SAS, civils, etc...

Le grand problème posé rapidement pour détruire l'O.P.A. est la sanction de l'aide apportée au mouvement rebelle qui entraîne morts et destructions.

La justice des Fellaghas est simple et expéditive : tout individu soupçonné simplement d'avoir des idées francophiles ou réticent à l'égard des Fellaghas est exécuté immédiatement, le plus souvent dans des conditions de sauvagerie difficiles à décrire : égorgement est le moyen le plus employé. Quelques photographies ont été publiées mais il est bien différent d'observer un égorgé sur une photographie et voir le spectacle atroce avec ses propres yeux... natures sensibles s'abstenir ! L'impact d'un

égorgement est toujours assuré dans la région où il se produit. L'effroi glace les cœurs et les volontés.

La justice française est bien différente.

La première mesure prise assez vite par les autorités est l'internement administratif dans un "centre de transit" de l'individu qui collabore avec l'O.P.A. (ou en est soupçonné). Il existe un de ces centres dans la région : celui de Bossuet entre le Télagh et Bedeau. Rapidement les conditions de vie dans ces centres sont connues au sein de la population : elles sont non seulement supportables sur tous les plans, mais la sollicitude de l'administration va même, dit la rumeur publique, jusqu'à permettre aux internés de refuser tel produit ou telle marque pour leur alimentation (honnêtement nous n'avons pu vérifier personnellement cette assertion, mais nous la croyons exacte).

Inutile de préciser que le choix du Musulman perdu dans le bled est vite fait. Cela nous permet, à ce sujet, de conter l'anecdote suivante, à laquelle nous avons assisté. La scène se passe dans une grande salle de la préfecture d'Oran. Un Secrétaire d'État est de passage et désire "s'informer". Pour

ce faire, un certain nombre d'officiers SAS, entre autres, sont réunis. Les questions fusent. À un moment donné la question des sanctions contre ceux qui aident le mouvement rebelle vient sur le tapis. Au cours de la discussion sur ce thème un officier SAS prend la parole et dit, à peu près : *"Monsieur le Ministre, il faut voir les choses en face. Entre la hache ou le poignard du Fellagha et le séjour dans un camp de transit le Musulman à vite fait de choisir. Tout le reste est littérature"*.

Le problème est posé. Il le restera à notre avis, jusqu'à la fin du conflit sans être résolu de manière satisfaisante.

**Guy VINCENT**  
**Officier des A.A. à la Commune**  
**Mixte du Telagh**  
**puis Chef de la SAS**  
**de Magenta (Oran-Telagh)**  
**de septembre 55 à octobre 61**

Localisation de la S.A.S. Magenta



Extraits Carte Michelin N° 172

Nous publierons d'autres extraits de l'étude de notre camarade Guy Vincent dans les prochains numéros.

# LES BRÈVES



## Bibliographie

• **Un mensonge français**  
de Georges Benhamou  
Éditions Robert Lafont - Paris

• **De la Gloire de l'Armée d'Afrique au dégage-  
ment criminel en Algérie**

de Henri d'Humières

*L'auteur y consacre une bonne place à l'épopée des S.A.S.*

Lettres du Monde - Prix: 40 €

142 Fg Saint-Antoine - 75012 Paris

tél. 01 43 46 70 96 - fax 01 43 46 69 89

• **Weygand Années 1940-1965**

de Georges Hirtz

*Chef du Cabinet Civil du Général Weygand à Alger en 1941, il combat ensuite dans les rangs de l'Armée d'Afrique puis Corps Expéditionnaire Français en Italie puis Première Armée Française.*

*Le 1<sup>er</sup> novembre 1954, Administrateur en Chef à Biskra, il participera à la création des premières S.A.S. Il est membre de l'association.*

Ce livre n'est pas dans le commerce.

Commander à l'auteur : Prix : 26 € (port inclus)

"Al Kouidia" Hauts de Malouesse - Chemin de la Plaine des Des - 13080 Luynes - tél. 04 42 24 11 94

• **Conflit d'autorité pendant la Guerre d'Algérie**

du Général Maurice Faivre

Éditions L'Harmattan

• **Képi Bleu**

de Guy Vincent, notre camarade

Ce livre est disponible à l'Association : Prix : 21 €

• **Ça aussi c'était De Gaulle**

de Guy Forzy

Éditions Muller

• **Les massacres du 8 mai 1945 - Sétif-Guelma-Le  
Constantinois**

de Maurice Villard

*Maurice Villard, témoin visuel, retrace des faits réels et précis, par plus de 120 témoignages de familles ayant vécu ces journées sanglantes, le déroulement de ces journées tragiques. Il démontre par des documents irréfutables la préméditation, l'organisation, la mise en condition des masses musulmanes par les intégristes, dont le but avoué est de bouter les Chrétiens hors des rives Sud de la Méditerranée.*

A commander à Maurice Villard

8 Impasse Foujita - 34500 Béziers

Prix : 30 € par chèque libellé à l'ordre de A.C.E.P. Ensemble

• **L'Arme blindée cavalerie en Algérie**

**A PARAÎTRE EN 2005**

*Notre camarade le Général P. Fayolle signe la parution du livre. Le rôle des SAS y est évoqué à plusieurs reprises.*

Souscription : tarif préférentiel jusqu'au 15/09/05

Prix : 34 € - Éditions Lavauzelle - BP8 - 87350 Panazol

## INAUGURATION



Inauguration d'une plaque  
à la mémoire du Lieutenant François Le Merre  
au Monument aux Morts de Cabourg  
le 8 mai 2004

en présence de sa veuve  
et de nombreux membres de sa famille.

Notre camarade, Chef de S.A.S.  
est disparu en 1962 en Algérie.



**Joyeux Anniversaire !**  
**Notre doyen Gérard d'Ortho a fêté**  
**le 16 juin dernier son 103<sup>ème</sup> anniversaire !**  
**Tous nos vœux.**



## CRÉATION D'UNE CRAVATE S.A.S.

Elles sont disponibles  
au prix de 20 euros.

Confirmer  
ou passer commande au siège :  
joindre chèque pour paiement.



## RECHERCHES

Un ancien officier du 4<sup>ème</sup> GCNA (Groupe de Compagnie Nomade d'Algérie) recherche tout témoignage sur la dissolution de cette unité aux environs de Paul-Cazelles (Ain Ousserah) en 1962. Il recherche également des survivants de cette Unité. *Écrire aux S.A.S.*



L'association des anciennes E.M.S.I (Équipes Médico-Sociales Itinérantes) en Algérie de 1957 à 1962 ayant eu neuf de leurs camarades tués lors d'une embuscade ou assassinés au cours de leur mission humanitaire, recherche tous renseignements concernant les décès de :

- Zhora Nichani, décédée le 24 février 1960 en Algérois ou Oranie.
- Nadia Lassani, décédée le 22 juin 1961 à Constantine.
- Zoubida Mustapha, décédée le 17 octobre 1961 Secteur de Blida.
- Yamina Ouali, décédée en février 1962 en Algérois ou Oranie.



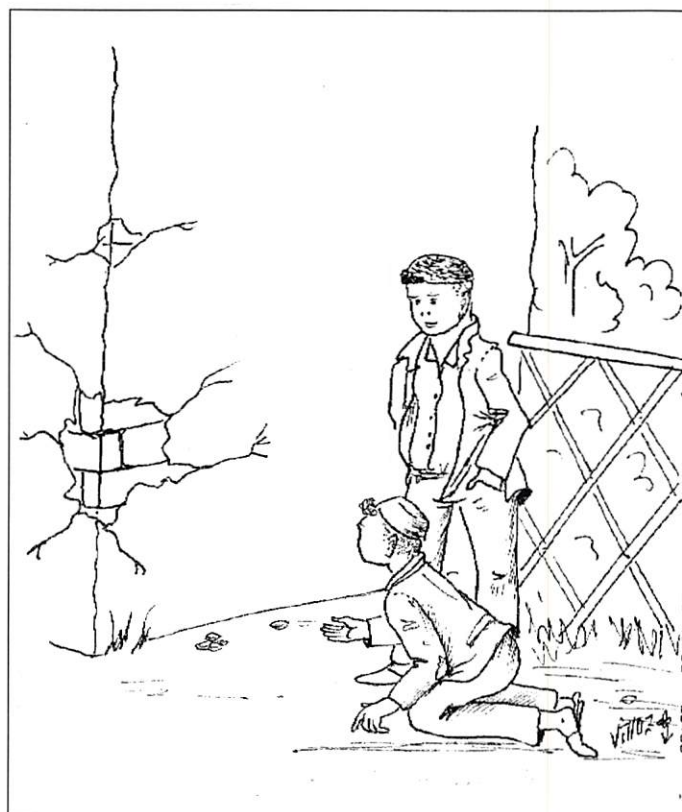
Notre camarade Georges Poncelet, Instituteur à la **S.A.S de Djellal** (Batna-Khenchela) recherche le **Sergent Morel**, Adjoint du Cne Gibier, décédé.



Recherche de l'auteur d'un article intéressant intitulé "Un des multiples aspects de la Mission des Chefs de SAS : **Fondation d'un Foyer Sportif**".

Comme je ne voudrais pas le publier sans le nom de l'auteur, je prie ce dernier de nous faire signe. *Merci !*

## JEUX INTERDITS



Après 1962, les enfants de Harkis, mis à l'écart, se cachaient pour jouer entre eux.  
*Témoignage d'un orphelin.*  
Dessin de notre camarade Vittoz.



## DISPARITION

Notre camarade André Ait-Aissa, membre du Conseil de l'Association est décédé le 6 mai dernier. Sa disparition nous peine beaucoup ; c'était un excellent camarade, de bon conseil, toujours prêt à rendre service et toujours de bonne humeur. C'est un brave et un patriote qui est disparu.

Nous avons assisté à ses obsèques, ainsi que ses anciens Chefs de S.A.S.

Le représentant de la section locale de l'UNC et son drapeau ont assisté à la cérémonie.



*Fanion du C.A.S. de Brezina (avers - revers)  
Département de la Saoura,  
depuis 1999 des anciens des Affaires Sahariennes ont rejoint les anciens des Affaires Algériennes.*